La Commune

l'épreuve de force

Chronique d'une fin de régime

Voilà maintenant trois mois que la France d'en bas tient le haut du pavé, suivant un titre de Libération. Trois mois pendant lesquels la mobilisation des salariés contre la réforme des retraites et la décentralisation, loin de s'affaiblir, n'a fait que croître et s'amplifier. Trois mois pendant lesquels, en dépit de la multiplication des journées d'action par les dirigeants des centrales syndicales, le nombre des manifestants a largement dépassé celui de novembre-décembre 1995.

En trois mois, les mots d'ordre " 37,5 pour tous, public-privé ! " et " Grève générale jusqu'au retrait du plan Fillon ! " sont devenus majoritaires dans tous les défilés. On ne compte plus le nombre de motions d'assemblées générales de salariés, adressées aux dirigeants syndicaux pour qu'ils appellent à la grève générale.

A la veille du 13 mai

Pourtant, en ce début de mois de mai, Le Figaro note que " Jean-Pierre Raffarin fait face à la mobilisation de la rue avec une relative sérénité. Le Premier ministre n'est "pas du tout inquiet". Il sait qu'il est soutenu par sa majorité, l'UDF réclamant même une accélération des réformes. Le Premier ministre "respecte les forces sociales" ; il pense que "la rue doit s'exprimer", mais que "ce n'est pas la rue qui gouverne". "J'écoute tous ceux qui ont des propositions constructives et je travaille avec tous ceux qui veulent améliorer notre réforme pour sauver les retraites. Mais ceux qui veulent bloquer, il ne faut pas qu'ils comptent sur moi pour avoir quelque sentiment de tendresse. Je ferai cette réforme car c'est l'intérêt du pays." Jean-Pierre Raffarin attend son heure de vérité : "Depuis vingt ans, la droite n'est pas restée au pouvoir plus de deux ans car elle n'a jamais gagné de grande bataille sociale." "
De son côté, souligne Le Monde du 13 mai, " le ministre des Affaires sociales (...) cherche aussi à éviter une radicalisation de la CGT (...). M. Fillon sait le leader de la centrale ouvrière, Bernard Thibault, très soucieux de ne pas se voir débordé sur sa gauche par SUD ou par FO. Jusqu'à présent, les mots d'ordre de grève - "générale" ou "reconductible" - lancés ici ou là n'ont pas été relayés par une base que M. Thibault, entre les mobilisations du 13 et du 25 mai, espère canaliser".

Mobilisation générale

La rue s'exprime, et de quelle manière ! Le 13 mai, on dénombre deux millions de manifestants. Il n'est pas une ville de France qui n'ait connu sa manifestation. Le 14 mai, Libération en rend compte : " Ce n'est pas la rue qui gouverne, mais c'est elle qui donne des gifles aux gouvernements. Depuis hier, celui de Jean-Pierre Raffarin a les joues rouges. Face à lui s'est dressée une mobilisation numériquement à l'identique d'un certain décembre 1995 (...). Même si CFDT et CFTC, au prix de concessions attendues, se rallient au texte, il n'est pas sûr que cela suffise à éteindre le feu sous la marmite. En 1995 déjà, les deux avaient applaudi le plan Juppé, on sait ce qu'il en est advenu (...). S'il parvient à faire adopter sa réforme à la mi-juillet, ce sera moins par adhésion que de guerre lasse. Cette lassitude française serait pleine de fureur rentrée. Et donc lourde de menaces pour la suite. "
Sur les bords de la manifestation parisienne, ce 13 mai, Gilles Lemaire, secrétaire national des Verts, livre ses états d'âme : " La gauche, qui n'a rien fait sur ce sujet, a un problème de crédibilité. Nous ne portons pas le débouché politique qu'un tel mouvement pourrait espérer. " Tu l'as dit, bouffi ! Rafraîchissons-lui tout de même la mémoire. La gauche, la défunte gauche " plurielle " à laquelle son parti a participé dans le gouvernement Jospin aux côtés du PCF, a signé, au Sommet européen de Barcelone en mars 2002, par l'entremise du Premier ministre et avec le président Chirac, l'allongement de cinq ans de la durée du travail.
Le 13 au soir, les fédérations de fonctionnaires s'entendent pour une journée d'action le 19 mai tandis que la CGT invite l'ensemble des syndicats à préparer, pour le dimanche 25, " une grande marche sur Paris en famille, parce que la retraite concerne tout le monde ". " Une journée qui peut marquer aussi bien le point d'orgue de la mobilisation que le point de départ d'un mois de juin aux allures de décembre 1995 ", souligne Libération du 14 mai.

A l'Assemblée nationale

Le 14 mai, c'est le jour des questions d'actualité au Parlement. Sous le titre de Libération : " La gauche mal à l'aise. Elle n'a pas bronché à l'Assemblée nationale ", on apprend que " le Premier secrétaire [du PS] a donc promis pour dimanche un discours "courageux" qui ne niera pas la nécessité d'une réforme ". En attendant ce discours, Ségolène Royal s'exprime : " La mobilisation de mardi a montré le refus d'une réforme unilatérale qui prend en compte purement et simplement les propositions du Medef, qui ne met à contribution que les salariés et les retraités, pas les entreprises ni les patrons. "
De leur côté, les personnalités de l'UMP pratiquent la méthode Coué, et tout d'abord Claude Goasguen, député de Paris, qui considère que " personne, à commencer par les manifestants, n'a intérêt à une crise sociale en France ", et se félicite de " la fermeté du gouvernement qui a par avance prévenu qu'il n'y aurait pas de crise politique ". Il est soutenu par Jacques Barrot, président du groupe UMP pour lequel le gouvernement a " utilisé une méthode de concertation, de dialogue (...) qui a permis de modifier l'opinion des Français " sur la réforme des retraites. Pour lui, le 13 mai n'est qu'" un moment d'émotion " qui traduit " un petit peu de souffrance par rapport à l'effort demandé " et il " ne pense pas que cela se transformera en un vaste mouvement ". Silence assourdissant de Raffarin, lui qui avait proclamé le 7 mai : " Ce n'est pas la rue qui gouverne. "

Une signature qui ne résoud rien

La reconduction de la grève à la RATP et dans de nombreux dépôts de la SNCF est combattue par la direction de la CGT. Jeudi 15 mai, à 4 h 30 du matin, Marc Blondel et Bernard Thibault quittent le ministère des Affaires sociales. La " négociation " commencée la veille à 18 h 30 se termine sur un constat d'échec. Ce même jeudi à 18 h 30, François Chérèque pour la CFDT et Jean-Luc Cazettes pour la CGC se rallient à la réforme gouvernementale. Des journaux titrent sur le front syndical divisé, mais, de fait, la signature " précipitée " de la CFDT, obtenue à la demande de François Fillon, n'entravera pas, loin s'en faut, le mouvement de refus des réformes gouvernementales. Elle montre tout au plus le contenu du " dialogue social " auquel se prêtent les dirigeants syndicaux Bernard Thibault et Marc Blondel, qui acceptent le principe de la réforme.
Dimanche 18 mai, dans son discours au congrès du PS, François Hollande éclaire le rôle de son parti, qui " n'est pas de refuser l'idée de réforme mais d'en proposer une autre ". Il souligne la nécessité de trouver de nouvelles recettes au prix de " l'effort de tous (...), des actifs comme des inactifs, des ménages comme des entreprises, des revenus du travail comme du capital ". Aucun scoop là-dedans, on prend les mêmes et on continue... De Rocard à Jospin, le sillon a été tracé.

La mobilisation ne faiblit pas

Le 19 mai, journée d'action des fédérations de fonctionnaires, 800 000 manifestants, et le soir même appel à " une nouvelle journée nationale de mobilisation " pour le 22 mai de la part des seuls syndicats enseignants. Résultat : 150 000 manifestants. Les barrages des journées d'action à répétition restent totalement inefficaces.
Mercredi 21 mai, à l'issue du Conseil des ministres, l'ensemble des membres de la commission exécutive de l'UMP a été convié à déjeuner par le président de la République. La veille, Alain Juppé avait suggéré, devant le bureau du groupe UMP de l'Assemblée nationale, de différer le transfert prévu dans le cadre de la décentralisation des 100 000 agents aux collectivités locales. Plus tard, c'est le retrait de la réforme des universités... Le gouvernement lâche du lest. Luc Ferry, ministre de l'Education nationale, est dans le collimateur comme fusible possible pour sauvegarder l'essentiel.
Le 25 mai, la " grande marche en famille " est un succès non seulement à Paris, mais dans de nombreuses villes où tous ceux qui n'ont pu monter ont manifesté. Des millions scandent : " Grève générale jusqu'au retrait du plan Fillon ! "

Et maintenant ?

La grève des transports programmée longtemps à l'avance pour le 3 juin s'est combinée avec la grève de nombreux secteurs, particulièrement de l'Education nationale que les appareils syndicaux n'ont pas réussi à isoler. A nouveau, des centaines de milliers de manifestants ont déferlé dans les rues de toutes les villes de France, presque autant que le 13 mai. Dans son édition du 5 juin, Le Monde rend compte d'une assemblée générale de grévistes à la RATP : "(...) Mais l'heure des comptes a déjà sonné. Certains veulent aller manifester sous les fenêtres de Bernard Thibault et de Marc Blondel : "On en a marre de ces journées de grève qui ne servent à rien." Gérard Cristina, le délégué de la CGT, ne cache pas son embarras : "Il faut aller jusqu'au bout maintenant. Après, on demandera des comptes aux syndicats qui nous ont lâchés cette fois." "
Une nouvelle journée d'action est annoncée pour le 10 juin à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de l'UNSA. Le bras de fer engagé avec les confédérations et les fédérations pour qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait est entré dans une nouvelle étape. l'ultime barrage entre les masses et le gouvernement va-t-il céder ?

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste...

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son...

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre...

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d’activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd’hui va au-delà de l’avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C’est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l’on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l’on voit la cote de... »